

Réunion de la CLE du SAGE Seudre n°31  
Le 29 janvier 2026, de 10h à 12h  
Salle Jean Riondet à ROYAN

## Compte-rendu de séance

### Rappel de l'ordre du jour

---

#### **Rapport annuel du SAGE Seudre 2025**

Présentation du tableau de bord modifié et validation du rapport annuel.

#### **Bilan des programmes d'actions du SMBS 2025**

Présentation des bilans annuels du Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE), du Programme Pluriannuel de Gestion (PPG) et de l'animation foncière.

#### **Bilan de la gestion de l'eau potable sur la Seudre 2025**

Présentation du bilan annuel par le Syndicat Eau17.

#### **Etude « Perception du fonctionnement et de la gestion des eaux souterraines du bassin charentais »**

Présentation et validation de la démarche co-animée par les SAGE du bassin charentais (Charente, Seudre et Boutonne), l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et le BRGM.

#### **Etude Seudre 2050-2070**

Point d'avancement : Recherches bibliographiques, entretiens préalables, retour sur le Comité technique.

### Annexes au compte-rendu

---

Annexe 1 : Feuilles d'émargement

Annexe 2 : Présentation

## Compte-rendu

---

### Introduction de la réunion

---

Pascal FERCHAUD, Président de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Seudre remercie les membres présents de leur participation. Il présente l'ordre du jour et précise qu'il est prévu de clôturer la séance à 12h00.

Il indique que la séance est enregistrée et invite les participants, lorsqu'ils souhaitent s'exprimer, à le faire dans les micros mis à leur disposition et à se présenter, ceci afin de faciliter la rédaction du compte-rendu.

Il propose l'adoption du procès-verbal de la dernière CLE n°30 du 7 octobre 2025.

En l'absence de remarques, et après vote, le procès-verbal de la CLE n°30 est adopté à l'unanimité.

### Point n° 1 : Rapport annuel du SAGE Seudre 2025

---

Séverine RAMETTE présente les éléments présents dans le rapport annuel du SAGE 2025. Elle indique que la composante principale de ce rapport est le tableau de bord du SAGE envoyé aux membres de la CLE en amont de la réunion.

Elle précise le contenu, à savoir :

- le suivi des dispositions du SAGE ;
- la modification du tableau de bord en intégrant les tableaux de bord des programmes du PTGE et du PPG ;
- les réunions de CLE et avis rendus ;
- les observations quantitatives sur le bassin : piézométrie et débits ;
- les projets 2025 ;
- les perspectives 2026.

(Diapo 9) Françoise DE ROFFIGNAC demande des précisions sur les avis de la CLE, elle n'a pas souvenir que ces avis aient été présentés en CLE.

Séverine RAMETTE répond que les avis ont été validés par le Bureau de la CLE, les délais réglementaires de rendu de ceux-ci n'étant pas compatibles avec le calendrier des réunions de la CLE.

Jean-Philippe DAVID consulte la CLE pour savoir si elle souhaite, à l'avenir, obtenir des précisions supplémentaires sur les éléments techniques ayant conduit aux avis défavorables ou favorables avec réserves concernant ces PLU.

Françoise DE ROFFIGNAC répond positivement afin d'identifier les éléments bloquants et permettre aux communes de repérer les points susceptibles de poser difficulté.

Pascal FERCHAUD conseille aux communes de se rapprocher du SMBS afin de prendre en compte les dispositions du SAGE au cours de leur démarche d'élaboration ou de révision dans le but d'éviter des erreurs, parfois involontaires, et de prévenir l'émission d'avis favorables avec réserves ou défavorables de la part de la CLE.

## Point n° 2 : Bilan des programmes d'actions du SMBS 2025

---

Audrey ESTEVES, Romain POUVREAU et Anouck LEMARCHANT présentent le bilan 2025 du Programme Pluriannuel de Gestion (PPG) :

- Assistance aux acteurs locaux ;
- Restauration de la continuité écologique ;
- Diagnostic des cours d'eau ;
- Ripisylve ;
- Bilan de la Régie de travaux ;
- Avancement de la stratégie foncière ;
- Communication ;
- Tableau de bord.

(Diapo 24) Pascal FERCHAUD ajoute que les actions de la Régie, récemment présentées au comité syndical du SMBS, ont reçu des retours très positifs, la mise en œuvre de ces initiatives étant attendue depuis longtemps.

Il explique qu'un travail important est aujourd'hui réalisé, illustré par les exemples cités dans la présentation, notamment grâce au renforcement des liens avec les communes et les propriétaires. Ces initiatives produisent des résultats visibles et largement salués.

Il précise que l'équipe en place est particulièrement motivée, et que des rencontres avec les communes sont prévues afin de poursuivre et développer cette dynamique.

La Régie joue en effet un rôle de levier important, favorisant une synergie entre les acteurs : une intervention initiale peut ainsi générer des moyens et des actions complémentaires significatives.

Audrey ESTEVES ajoute que le diagnostic a été mené en 2025 sur le Pélisson, le Châtelard et sur la commune du Chay, afin que la Régie puisse intervenir en 2026.

Elle précise que l'année 2025 était une année de transition, l'outil SIG n'étant pas encore opérationnel. La Régie est ainsi intervenue sur des secteurs ciblés par les communes ; à partir de 2026, les interventions seront plus structurées, portant sur des sous-bassins préalablement diagnostiqués.

Françoise DE ROFFIGNAC demande ce qu'est une parcelle sous contrat.

Jean-Philippe DAVID répond que le Plan de Gestion des Boisements Rivulaires (PGBR), constituait un embryon d'actions sur la replantation de ripisylve, initié à partir de 2018.

À l'époque, il n'existait pas de Régie ni de moyens suffisants. Claire BLONDEL et Yann DAVITOGU avaient mis en place des contrats avec des propriétaires volontaires pour planter des arbres le long de leurs cours d'eau.

Le syndicat fournissait les plants et réalisait la plantation, et les propriétaires s'engageaient à ne pas couper les arbres pendant une période définie, en échange de l'entretien assuré par le syndicat. Faute de moyens, ces parcelles ont été peu ou pas entretenues pendant au moins deux ans.

Dès la création de la Régie, les agents ont procédé au dégagement des anciens plants envahis par les ronces. Les contrats existants seront honorés jusqu'à leur terme, avant de passer à une nouvelle approche.

Françoise DE ROFFIGNAC demande si d'autres parcelles seront mises sous contrat ; elle souligne que, si des agriculteurs ou des propriétaires sont intéressés, il serait important de le savoir ou de le faire savoir.

Jean-Philippe DAVID répond que cette contractualisation avait été utilisée initialement en l'absence de Déclaration d'Intérêt Général (DIG), afin de formaliser la coopération avec les propriétaires.

Aujourd'hui, dans le cadre du PPG, celle-ci permet à la Régie d'intervenir, de planter et d'entretenir légalement les parcelles. Si des propriétaires ont un souhait de plantation, le SMBS répondra présent.

Françoise DE ROFFIGNAC ajoute que certains secteurs ont été cités, comme la Cozillone ou le Châtelard. Elle souhaiterait davantage d'informations, en notant que les communes concernées ont sûrement déjà été informées. Elle précise avoir observé certains linéaires particulièrement embroussaillés et estime qu'il serait intéressant d'avoir des éléments sur ces zones.

Audrey ESTEVES répond qu'au niveau de la Cozillone, les travaux réalisés portaient sur les trois ouvrages mentionnés dans l'étude sur les débordements menée par la CARA sous la conduite de l'UNIMA.

Le service GEMA du SMBS a pris contact avec la mairie, et des problèmes d'entretien ont été signalés ; la problématique ne concernait pas uniquement les ouvrages. La zone étudiée s'étendait du début de la Cozillone jusqu'à la station d'épuration. Les résultats seront communiqués aux mairies lors de réunions dédiées à la présentation du diagnostic.

Pascal FERCHAUD ajoute la nécessité de faire des choix sur les tronçons à entretenir.

La Régie a environ 500 km de linéaire à parcourir, ce qui ne pourra pas être effectué sur une seule année.

Jean-Philippe DAVID complète en précisant qu'un objectif de 50 km par an [entretien des 500 km sur les 10 ans du PPG – NDR] serait un objectif ambitieux. Au regard de l'état actuel de la Régie, atteindre un rythme de 10 à 15 km par an serait déjà satisfaisant.

Il ajoute que cette année, environ 140 arbres ont été enlevés, il en reste tout autant avec les événements de cet hiver (neige, coup de vent). L'action de la Régie a principalement été guidée par les secteurs présentant une urgence : les parcelles sous contrat et les zones où les arbres étaient gênants, susceptibles de former des barrages et de provoquer l'accumulation de branches ou de feuilles. L'intervention a été réalisée avec l'aide de l'AS de la Haute Seudre.

Dorénavant, les interventions seront plus structurées, tout en conservant du temps pour traiter les urgences.

Anouck LEMARCHANT poursuit la présentation et précise que l'année 2025 marque le lancement de l'action foncière du SMBS sur le bassin de la Seudre, organisée autour de trois axes principaux :

- Élaboration d'une stratégie foncière partenariale et concertée visant la préservation et la valorisation des zones humides du bassin versant de la Seudre.

L'objectif étant de faire valider cette stratégie lors de la CLE prévue en juin/juillet, si les conditions le permettent ;

- Acquisitions foncières réalisées par le syndicat à Saint-André-de-Lidon, Cravans et Gémovac, avec un suivi des actions prévu en 2026 ;
- Gestion et restauration des parcelles acquises, notamment le site pilote « Chez Birot », un îlot de 8 ha acquis en 2025.

Audrey ESTEVES poursuit en présentant les outils de communication mis en place par le SMBS :

- Guide d'entretien des cours d'eau et de la ripisylve.
- Lancement des actions du SMBS sur les réseaux sociaux : Facebook et Instagram.

Les membres de la CLE sont invités à s'abonner aux réseaux sociaux pour suivre les différentes actions et notamment les travaux de la Régie.

Eric BAHUON souhaite une distribution du guide de la ripisylve aux propriétaires riverains du chenal de la Course.

Depuis deux ans, des opérations de curage sont menées sur ce chenal, qui constitue le principal exutoire des marais doux d'Arvert, La Tremblade et des Mathes. L'année dernière, ces travaux se sont déroulés correctement, sous la conduite de l'UNIMA.

Cependant, cette année, les travaux ont eu lieu côté La Tremblade et ont entraîné une destruction importante de la ripisylve, qui a pratiquement disparu.

Il demande s'il existe des recommandations.

Audrey ESTEVES répond que le SMBS a également été alerté et que, avec Leïla RENON, Animatrice Natura 2000, des visites de terrain ont été réalisées afin de constater les dégradations, de sensibiliser les propriétaires riverains et de prévenir toute nouvelle détérioration.

L'une des propriétaires s'est montrée très intéressée par un accompagnement du SMBS, via sa Régie de travaux, afin d'identifier et préserver les arbres à conserver.

Elle ajoute que le guide des bonnes pratiques en matière d'entretien de la ripisylve, élaboré par le SMBS, peut être mis à disposition. La commune pourra servir de relais pour sa diffusion auprès des propriétaires concernés.

Pascal FERCHAUD s'interroge sur le rôle de l'UNIMA en tant que maître d'œuvre des travaux, estimant que cette structure pourrait avoir un rôle à jouer dans la prise en compte et le respect des enjeux liés à la ripisylve.

Nathalie OLLIVIER s'interroge également sur le cadre d'intervention de ces travaux, en demandant s'ils relevaient du protocole marais, lequel prévoit des prescriptions spécifiques associées à des financements du Département.

Romain POUVREAU explique que les dégradations constatées relevaient malheureusement d'initiatives privées, hors protocole marais et, de ce fait, en dehors du champ d'intervention de l'UNIMA. Certains propriétaires ont mandaté directement des entreprises privées.

Françoise DE ROFFIGNAC souhaite obtenir davantage d'informations sur ces travaux, en sa qualité de financeur pour le Département et de Vice-Présidente de l'UNIMA, afin de disposer d'un retour précis en cas de dysfonctionnements.

Concernant la communication des actions du SMBS, et notamment sur le déploiement des actions sur les réseaux sociaux dont elle n'avait pas connaissance, elle suggère une meilleure transmission aux membres de la CLE.

Jean-Philippe DAVID répond que les liens vers les réseaux sociaux figurent dans les signatures de mails des agents. Il reconnaît toutefois que la communication actuelle reste perfectible, tout en soulignant la volonté du SMBS de s'améliorer progressivement.

Il précise que les actions qui viennent d'être présentées constituent un condensé de celles menées, et que de nombreuses autres pourraient également être valorisées.

Françoise DE ROFFIGNAC précise que les membres de la CLE ont un rôle d'ambassadeurs auprès des collectivités et des particuliers. À ce titre, elle souligne l'importance d'être tenue informée. Elle indique avoir de nombreuses questions sur les éléments présentés précédemment et constate qu'une partie des informations n'avait pas été portée à sa connaissance.

Nathalie OLLIVIER revient sur les actions de restauration des zones humides.

Elle indique que le financement de projets de restauration pourrait s'appuyer sur des fonds de compensation liés aux obligations de la loi sur l'eau. En l'absence de projets identifiés, ces compensations sont parfois peu pertinentes. Identifier en amont des sites de restauration

permettrait d'orienter les porteurs de projets vers des mesures ciblées, garantissant à la fois un réel intérêt écologique et la mobilisation de financements sur des secteurs à forts enjeux.

Anouck LEMARCHANT répond que c'est précisément l'enjeu de l'élaboration de la stratégie foncière : réunir un ensemble d'acteurs afin de pouvoir intervenir de manière cohérente et pertinente sur les projets de restauration, en lien avec les EPCI et autres collectivités.

Jean-Philippe DAVID illustre cette synergie par un exemple concret, qui n'avait pas encore été porté à la connaissance de la CLE : il s'agit d'un projet de longue date de restauration d'une parcelle de zone humide sur la Bénigousse à Cravans.

Ce projet, techniquement finalisé mais non encore lancé, servira à compenser des travaux de protection de la CARA. Il souligne que ce type de synergie entre projets de restauration et obligations de compensation sera amené à se développer dans les années à venir et reste bien en mémoire au sein de l'équipe.

Rémi LARGE présente le bilan des actions 2025 du PTGE.

La mise en œuvre de ce programme est portée par le SMBS en co-portage avec le SYRES 17 et les partenaires de cette démarche.

Les points évoqués sont les suivants :

- L'étude des relations entre les nappes souterraines du bassin de la Seudre et des bassins voisins concernant les volumes prélevables ;
- La sensibilisation ;
- La sobriété des usages ;
- L'optimisation des usages ;
- La transition agro-écologique ;
- Les solutions fondées sur la nature ;
- Les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) ;
- Les actions 2026 ;
- L'état d'avancement du PTGE Seudre 2024-2028.

(Diapo 32) Dominique TANTIN s'interroge sur le dépassement du débit d'objectif d'étiage (DOE), et souhaite une précision sur celui-ci : s'agit-il de 30 L/s ou de 80 L/s ? Il souligne que cela a des conséquences très différentes pour la vie du milieu, car un dépassement de quelques litres n'a pas le même impact qu'un dépassement plus important.

Rémi LARGE répond que le DOE est fixé, réglementairement, à 90 L/s sur notre bassin.

Selon les modélisations réalisées, il est possible de s'approcher ou de dépasser légèrement ce seuil certaines années. Il précise que ces dépassements relèvent des limites et marges d'erreur des modèles, qui peuvent générer des imprécisions, et que cela permet toutefois de gagner quelques années.

Dominique TANTIN souligne qu'il serait plus pertinent de présenter les résultats en termes de débits réels plutôt qu'en simple dépassement du DOE. Selon lui, un débit de 70 à 80 L/s indique que le fleuve est encore vivant. En revanche, un débit de 30 L/s, comme observé il y a quelques années, montre qu'il est fortement affecté.

Il précise que le DOE constitue un seuil réglementaire, mais n'est pas un seuil vital pour le milieu, et estime que la présentation devrait être affinée.

Gaël GOULEVANT rebondit en demandant si l'on améliore également le débit de crise (DCR). Il note que le seuil réglementaire du DOE est difficile à défendre, car même en supprimant l'ensemble des prélèvements sur le bassin, il n'est pas atteint dans l'étude. Il souligne que cela rend cet objectif de DOE inatteignable, malgré la suppression de tous les prélèvements agricoles et d'eau potable.

Il précise que, si des influences existent sur les bassins adjacents, le gros des impacts se situe sur le bassin de la Seudre. Par conséquent, il questionne la pertinence d'un DOE inatteignable et la sensibilité du fleuve à ce seuil : par exemple, si le débit est de 80 L/s au lieu de 90 L/s, est-ce que le DOE est atteint 8 années sur 10 ? Il met en avant la nécessité de mieux comprendre les effets de seuil et la réalité écologique derrière ce chiffre réglementaire.

Dominique TANTIN confirme cette réflexion, estimant que le bon seuil à prendre en compte est celui du débit de crise (DCR).

Il souligne que l'écart entre 30 et 50 L/s, bien que faible en apparence, est déterminant pour la rivière : à 50 L/s, un minimum de fonctionnement écologique subsiste, contre aucun à 30 L/s.

Il rappelle que pendant des années, l'irrigation était interrompue à 30 L/s, ce qui n'avait aucun effet réel sur le milieu puisque la limite était franchie. À 50 L/s, la coupure de l'irrigation implique un effort des agriculteurs, mais celui-ci est efficace pour protéger le milieu.

Il conclut que le DCR devrait être rehaussé, quitte à s'affranchir du DOE réglementaire.

Pascal FERCHAUD indique que les seuils de DCR et de DOE, bien que non fixés en CLE, doivent être respectés, et souligne l'intérêt des échanges permettant de concilier des intérêts parfois divergents. Le modèle confirme certaines hypothèses, sans que l'ensemble des paramètres soit encore totalement maîtrisé. Il apparaît nécessaire d'agir sur l'ensemble des causes pour en limiter les impacts, tout en veillant à la viabilité du système pour tous les acteurs.

Jean-Philippe DAVID indique que ces échanges se poursuivront à l'occasion de nouvelles simulations du modèle. Il souligne que les scénarios de substitution montrent une amélioration globale, qu'il convient d'apprécier au-delà de la seule atteinte du DOE, le modèle comportant une marge d'erreur. Même si les objectifs réglementaires ne sont pas encore atteints, le passage d'une situation souvent inférieure au DCR à des débits intermédiaires traduit une progression significative, d'autant plus que le bassin de la Seudre part d'un déficit quantitatif très marqué. Il rappelle enfin que toute amélioration, même partielle, doit être valorisée, dans un contexte de bassin fortement artificialisé où les objectifs définis pour des cours d'eau naturels sont plus difficiles à atteindre.

Perrine BOUTELOUP complète en soulignant que cette étude a permis d'acquérir des connaissances pour orienter les actions futures, notamment celles prévues dans le PTGE. Des simulations ont été réalisées, à la fois par enveloppe kilométrique et par nappe, ce qui fournit des éléments précis sur les nappes ayant le plus d'influence sur le débit de la Seudre.

Ces résultats constituent un ensemble d'outils permettant d'agir pour améliorer le respect du DOE, sans que ce dernier soit l'objectif final en soi. En effet, pour maintenir les usages et les dynamiques économiques, il n'est pas possible de supprimer tous les prélèvements d'eau potable et agricoles.

Elle insiste sur le fait que cette étude permet de construire des solutions concrètes et de renforcer les mesures déjà envisagées, en s'appuyant sur une meilleure compréhension des mécanismes hydrologiques du bassin.

Jean-Philippe DAVID précise que les futures simulations proposées ont pour objectif, de manière très pragmatique, de déterminer les meilleurs rapports substitution/débit. Autrement dit, elles permettront d'identifier les secteurs prioritaires sur lesquels agir pour substituer les prélèvements, afin d'obtenir la meilleure amélioration possible du débit.

(Diapo 38) Pascal FERCHAUD revient sur le miscanthus, en rappelant qu'un travail est déjà engagé avec Eau 17 concernant la sécurisation des zones de captage d'eau potable de La Bourgeoisie et Pompierre. L'idée a été lancée auprès des agriculteurs et la commune de Saujon réfléchit à un réseau de chaleur, les producteurs comme le consommateur sont en attente d'une avancée du projet.

Il souligne que les conditions sont réunies pour le mettre en place et insiste sur la nécessité de passer à l'action.

### Point n° 3 : Bilan de la gestion de l'eau potable sur la Seudre 2025

---

Arnaud BERNARD présente l'utilisation des captages eau potable en 2025 pour l'alimentation des communes du bassin de la Seudre :

- Localisation et volumes prélevés ;
- Production ;
- Qualité des eaux brutes.

Guillaume BOISSET présente les actions engagées à la suite de l'étude prospective sur les bilans besoins/ ressources :

- Axes pour orienter les actions ;
- Campagne de sensibilisation « L'eau, on l'aime, on la préserve » ;
- Construction nouveau château d'eau à Breuillet.

Gaël GOULEVANT demande à quelle échéance sera mis en service le forage eau potable de Médis, qui substitue celui de Pompierre.

Arnaud BERNARD précise que les travaux présentés concernant le château d'eau constituent la première phase de la mutualisation des réseaux, actuellement distincts entre les rives de la Seudre et le secteur royannais.

Cette première phase porte sur la conception du château d'eau. La seconde phase concernera l'interconnexion des réseaux au niveau de Le Chay, avec la construction d'une bache de stockage. C'est dans le cadre de ces travaux que le forage de Médis sera mis en service, celui-ci étant directement raccordé à la station de Le Chay.

La mise en œuvre de la seconde phase est envisagée à l'horizon 2028-2030, après la construction du château d'eau de Breuillet, afin de permettre un étalement du coût des travaux.

Pascal FERCHAUD ajoute que le réseau présente effectivement une fragilité en matière d'approvisionnement de la presqu'île, la liaison entre Pompierre et celle-ci étant très ténue. Il souligne toutefois qu'un travail est engagé, même si les difficultés ne sont pas encore totalement résolues. L'objectif est d'aboutir à une interconnexion complète des réseaux afin de pouvoir faire face aux aléas.

Dominique TANTIN revient sur la question de la qualité de l'eau, en particulier sur la présence de pesticides. Il rappelle que, comme cela a été indiqué lors de la dernière CLE, les forages de la Bourgeoisie sont en relation directe avec les eaux de surface, notamment la Seudre.

Les mesures actuelles de protection de ces ouvrages apparaissent insuffisantes, puisque la zone de protection concerne des mesures liées aux problématiques industrielles alors qu'aucune industrie n'est présente sur le territoire.

Il s'interroge enfin sur les leviers à actionner pour réduire la présence de pesticides dans l'eau.

Arnaud BERNARD répond que les études menées ainsi que les périmètres de protection récemment mis en place sur les captages de Saujon et de Le Chay n'ont pas pour objet de traiter les pollutions diffuses. Ces périmètres visent essentiellement à prévenir les pollutions accidentelles et à maîtriser les risques associés.

Les pollutions diffuses relèvent d'autres leviers d'action. À ce titre, Eau 17 déploie des programmes « Re-sources », accompagnés de plans d'actions territoriaux déjà engagés sur d'autres secteurs. La mise en œuvre de dispositifs similaires sur le territoire de la CARA n'est pas exclue.



S'agissant de la réduction des molécules présentes dans l'eau, il souligne l'aspect politique, et indique qu'Eau 17 a engagé les objectifs avec une volonté claire visant à réduire les concentrations d'intrants d'origine agricole dans les eaux souterraines.

Guillaume BOISSET complète en précisant que les captages dégradés présentés ne constituent pas une découverte récente, cette situation étant connue depuis plusieurs années. Ces captages figurent sur la liste des captages sensibles identifiée par le SDAGE. Des réunions ont été engagées afin de définir des niveaux de priorisation, en complément des captages dits prioritaires, sur lesquels des actions sont déjà menées sur d'autres territoires, notamment sur le bassin de l'Arnoult.

Il indique par ailleurs, qu'une instruction ministérielle est attendue d'ici la fin du premier semestre afin de préciser la définition des captages sensibles à l'échelle des territoires. Cette étape permettra ensuite de prioriser les financements de l'Agence de l'eau ainsi que les stratégies d'intervention pour lutter contre les pollutions diffuses, en mobilisant des outils comme ceux présentés par le SMBS, à travers l'animation agricole pour les molécules encore utilisées.

Il précise que certaines substances détectées sont des métabolites de l'atrazine, pour lesquelles seule l'observation de la dynamique de baisse et de transformation est possible. En revanche, des actions peuvent être menées sur les molécules actuellement utilisées, les changements de pratiques agricoles permettant de limiter leur infiltration, avec des effets toutefois différés de plusieurs années avant d'atteindre la nappe.

Pascal FERCHAUD souligne que disposer d'indicateurs sur les flux et leur évolution dans le temps serait particulièrement pertinent, afin d'apprécier la dynamique globale, qu'il s'agisse d'une amélioration ou d'une dégradation de la situation.

Arnaud BERNARD répond que, globalement, les observations réalisées depuis plusieurs années montrent une diminution progressive des teneurs en atrazine et en métabolites associés dans les eaux souterraines. Cette évolution est jugée rassurante, ces molécules n'étant plus utilisées depuis plusieurs années. Sur certains secteurs, les concentrations sont désormais passées sous le seuil réglementaire de 0,1 µg/L.

En revanche, sur d'autres secteurs, notamment à Saujon et à Le Chay, ce seuil n'est pas encore atteint, ce qui nécessite le maintien de traitements. Il précise qu'une vigilance particulière est portée sur l'émergence de nouvelles molécules, qu'elles soient récemment utilisées ou jusqu'alors non recherchées.

Concernant les dérivés de l'atrazine, il confirme l'existence d'une tendance à la baisse assez claire depuis plusieurs années.

Dominique TANTIN résume que l'eau potable est aujourd'hui impactée, tout comme les eaux de surface, avec des conséquences également sur les milieux aquatiques et la vie des rivières. Même si un programme d'actions existe, il apparaît nécessaire d'accélérer et de renforcer les démarches engagées afin de mieux protéger la ressource en eau.

Les constats montrent que des produits utilisés il y a 15 à 20 ans sont encore présents aujourd'hui, tandis que les effets à long terme des substances actuellement employées demeurent incertains. La question de la qualité de l'eau constitue ainsi un enjeu majeur, complexe mais incontournable, sur lequel il est indispensable de progresser plus rapidement.

Pascal FERCHAUD indique qu'il s'agit d'une attente de la population. Les usagers, à la réception de leur facture d'eau, s'interrogent et sollicitent les collectivités, notamment via les mairies. Il souligne une sensibilisation sur ces sujets, qui nécessite de pouvoir apporter des réponses claires et adaptées aux questions posées.

Perrine BOUTELOUP précise que la liste annexée au SDAGE distingue les captages prioritaires et sensibles, avec des échéances plus rapprochées pour les captages prioritaires. Certains captages ont déjà été couverts, à l'échelle du département, par des contrats « Re-sources ».

En revanche, les captages situés sur la Seudre sont classés comme sensibles, avec une échéance fixée à 2027.

Elle souligne toutefois que des actions ont déjà été engagées, malgré l'échéance lointaine. À l'échelle départementale, un travail de mise en conformité des forages privés a été mené, contribuant à limiter certaines pollutions dans les nappes. Ces actions s'articulent avec les mesures du PTGE et l'accélération de certaines interventions.

Elle indique également que la dotation des territoires dépend d'une liste nationale priorisant les captages et fixe leur niveau de financement. Cette liste est attendue depuis un certain temps. En attendant sa publication, des mesures transitoires ont été mises en œuvre, mais la réception de cette liste reste nécessaire pour identifier précisément les moyens humains et financiers à mobiliser pour la protection de ces captages.

Pascal FERCHAUD précise que l'ensemble des acteurs est conscient de l'enjeu et qu'il est nécessaire de progresser sur ce sujet.

Jean PROU demande, concernant la dépendance des eaux souterraines du bord de la Gironde vis-à-vis des eaux de l'estuaire, s'il existe un risque que des molécules chimiques présentes dans l'estuaire, comme le cadmium, puissent remonter vers les eaux souterraines.

Jean-Philippe DAVID répond que, du fait de la circulation des nappes et du mode de déversement des eaux souterraines vers l'estuaire de la Gironde, un mécanisme permettant aux substances chimiques de remonter vers les eaux souterraines semble peu probable.

#### Point n° 4 : Etude « Perception du fonctionnement et de la gestion des eaux souterraines du bassin charentais »

---

Séverine RAMETTE et Jean-Philippe DAVID présentent la démarche.

La connaissance partielle du fonctionnement hydrogéologique des ressources souterraines du sud des Charentes a conduit l'Agence de l'eau, à l'automne 2024, à initier une réflexion plus approfondie.

Ce constat a donné lieu à deux démarches distinctes, qui seront menées en parallèle :

- Le programme de recherche scientifique HYSAC porté par le BRGM ;
- L'élaboration d'une feuille de route pour synthétiser l'état actuel des connaissances de la ressource auprès des acteurs des trois bassins : Boutonne, Charente et Seudre ; en vue de créer un cahier des charges visant à les engager dans la co-construction d'un ou plusieurs scénarios de gestion collective.

Les trois Commissions Locales de l'Eau concernées sont appelées à délibérer, et la CLE du SAGE Seudre est la première à procéder au vote.

Pascal FERCHAUD propose l'adoption de la feuille de route.

En l'absence de questions, et après vote, **la feuille de route est adoptée à l'unanimité.**

## Point n° 5 : Etude Seudre 2050–2070

---

Séverine RAMETTE présente l'état d'avancement de l'étude.

Jean PROU s'interroge sur l'existence d'exercices similaires menés en 2000 ou 2010, sur les scénarios élaborés et les enjeux identifiés à l'époque. Il souhaite comparer ces projections avec la réalité actuelle du changement climatique pour analyser ce qui avait été anticipé, ce qui s'est réalisé, et la manière dont ces enjeux ont été pris en compte. Il questionne la possibilité d'obtenir un bilan des vingt dernières années.

Jean-Philippe DAVID répond qu'en 2010, au moment du lancement de l'élaboration du SAGE, environ 90 % des acteurs ne croyaient pas encore au changement climatique. Aujourd'hui, la prise de conscience est partagée et les actions commencent à se mettre en place. Il précise que les études prospectives sur le changement climatique se sont depuis généralisées et que l'ensemble des bassins s'y engage désormais. Il indique enfin qu'il n'est pas possible de comparer les projections avec celles de 2010, dans la mesure où aucun exercice prospectif n'avait alors été réalisé.

Françoise DE ROFFIGNAC demande dans quel objectif cette démarche est entreprise, et notamment s'il s'agit d'une réflexion sur les usages, les activités, l'accueil touristique ou l'évolution démographique. Elle indique avoir des difficultés à se projeter, d'autant plus que le PTGE avait déjà réalisé un état des lieux complexe il y a une dizaine d'années, et elle exprime le sentiment que peu d'actions ont émergé.

Elle souligne la difficulté de se projeter à l'horizon 2050, même si l'EPTB a déjà apporté des éléments sur le changement climatique et ses grandes orientations.

Enfin, elle questionne l'articulation de cette réflexion avec les différents territoires concernés, rappelant que l'étude présentée précédemment croisait trois territoires, et insiste sur la nécessité de clarifier la finalité de l'exercice.

Jean-Philippe DAVID précise que dans les conditions actuelles, il est déjà difficile de satisfaire l'ensemble des besoins en eau, et le changement climatique risque d'accentuer ces tensions. Dans ce contexte, l'étude s'inscrit dans le cadre du SAGE, et vise à alimenter l'ensemble des programmes portés par le SMBS : le PPG dans le cadre de la restauration de la continuité écologique (RCE) et le PTGE concernant la stratégie d'adaptation.

Il précise que les actions aujourd'hui envisagées dans le cadre du PTGE doivent être évaluées à l'aune du changement climatique, afin de vérifier leur pertinence aux horizons 2050-2070, en particulier lorsqu'elles impliquent des investissements publics lourds.

L'enjeu principal est d'estimer la ressource disponible en 2050 et 2070, et d'évaluer la capacité à satisfaire les besoins actuels, à hypothèse constante, puis en cas d'augmentation de ces besoins.

Il reprend la demande concernant le tourisme, en s'interrogeant sur la capacité du territoire à accueillir à l'horizon 2070 le même nombre de personnes, davantage de population, ou sur la nécessité éventuelle de rationner l'eau. L'étude précisera ces questionnements.

Il complète en indiquant que cette réflexion concerne l'ensemble des usages de l'eau, qu'il s'agisse de l'industrie, de l'agriculture ou des autres activités.

Pascal FERCHAUD souligne que « gouverner, c'est prévoir » et insiste sur la nécessité pour les futurs décideurs de disposer de connaissances solides. Certaines études demandant du temps, ne pas agir dès maintenant priverait de données essentielles à moyen terme et engagerait la responsabilité collective face aux générations futures. Il plaide pour une démarche prospective rapide afin de fonder les décisions à venir sur des éléments objectifs encore insuffisants aujourd'hui.

Rémi LARGE indique que le PTGE est engagé depuis 2024 et se poursuivra jusqu'en 2028. Les résultats de l'étude « Seudre 2050-2070 » constitueront le socle de la refonte de ce programme, prévue à partir de la mi-2027, en vue de l'élaboration d'un nouveau plan pluriannuel couvrant cinq années supplémentaires.

Jean PROU soulève la question des enjeux de gouvernance, en s'interrogeant sur l'évolution possible des modes de gouvernance à l'avenir, notamment en termes de fonctionnement des CLE, d'organisation institutionnelle et de capacités budgétaires, qui devraient également être intégrés à l'étude.

Il illustre son propos par la feuille de route de l'Agence de l'eau, dans laquelle certaines actions envisagées — telles que le dessalement de l'eau de mer ou des transferts interbassins — posent directement la question de la gouvernance. Il alerte que si les leviers actuels de sobriété, de gestion des nappes et de régulation des usages ne sont pas pleinement mobilisés, le territoire pourrait devoir recourir à des mesures de gouvernance plus contraignantes. Il estime que l'étude doit intégrer l'hypothèse de telles actions extrêmes, qui pourraient devenir nécessaires en cas de manquement aux responsabilités actuelles.

Pascal FERCHAUD confirme et indique qu'il sera nécessaire de faire évoluer la gouvernance concernant les nappes, rappelant que les réflexions n'ont, jusqu'à présent, pas été menées à l'échelle hydrographique. Cette réflexion devra être engagée dans les mois à venir afin de s'adapter à ces nouveaux éléments.

Rémi LARGE ajoute que le SMBS répondra à cette problématique avec l'étude « Seudre 2050-2070 » et le programme HYSAC.

Françoise DE ROFFIGNAC souligne que les connaissances actuelles permettent d'identifier les actions à mener, mais que, politiquement, il est difficile d'imposer des restrictions. Elle prend l'exemple de l'arrêt des nouvelles constructions, la limitation des consommations d'eau ou le frein à l'extension des grandes villes. Elle précise que ces mesures ne sont pas mises en œuvre au niveau de la gouvernance actuelle.

Pascal FERCHAUD répond que le mot clé du SCoT de la CARA est la sobriété, des actions sont bien entreprises.

Françoise DE ROFFIGNAC complète en soulignant la contradiction entre les objectifs et la réalité politique actuelle. Elle explique que, bien que l'on sache qu'il ne faudrait plus augmenter la population, certaines décisions, comme celles du SCoT, continuent d'accepter cette croissance.

Selon elle, cela rend difficile la projection à l'horizon 2050-2070 et, pour reprendre la discussion au cours de cette réunion sur l'anticipation pour les générations futures, elle illustre son propos avec l'exemple de la consommation d'eau : depuis dix ans, il est recommandé d'arrêter l'augmentation de la population, une baisse de la consommation d'eau de 10 % est visée, l'arrivée d'une population supplémentaire équivalente à 10 % annulera cette réduction. En conséquence, la consommation globale restera stable, et cette situation sera considérée comme satisfaisante, alors que l'objectif initial de diminution n'est pas réellement atteint.

Pascal FERCHAUD répond que, sur le territoire de la CARA, il n'existe pas de projet structuré d'accueil de population migrante : l'augmentation de population est subie, y compris par les habitants venant de Paris. Il précise que des mesures sont mises en place pour tenter de contrôler la situation, mais que certains effets d'inertie sont inévitables et qu'il faut rester réaliste quant à leur maîtrise.

Jean PROU regrette que les premières phrases des SCoT se contentent de reprendre les projections de l'INSEE concernant l'augmentation de population, sans qu'aucune vision politique ne soit proposée pour limiter la construction. Il souligne qu'il existe une véritable

question d'aménagement du territoire, généralement traitée dans les conseils communautaires ou via le SRADDET, et estime que cet enjeu devrait être intégré à l'étude. Il évoque l'importance de prendre en compte les prévisions démographiques.

Pascal FERCHAUD explique que, malgré l'avis de certaines communes souhaitant davantage de constructions, la CARA s'oppose à ces demandes. Il précise que réclamer une augmentation de la construction ne saurait apporter une solution satisfaisante à la situation, et que toutes les communes doivent en être conscientes.

### Clôture de la séance

---

Pascal FERCHAUD précise que compte tenu des prochaines élections municipales et intercommunales, la prochaine CLE se fera potentiellement en juin/juillet avec l'installation de la nouvelle CLE.

Il constate que l'ordre du jour est épuisé et remercie l'équipe du SMBS pour la qualité de la présentation ainsi que pour le travail de fond réalisé plus largement.

Il remercie les membres de la CLE de leur présence et de leur participation, et clôture la séance de la 31<sup>ème</sup> Commission locale de l'eau du SAGE Seudre.

-----